

Rencontre avec la Commission Européenne - DG MOVE.B

Incontro con la Commissione Europea - DG MOVE.B

Parlement Européen - Bruxelles

mercredi le 27 avril 2016, 9h35 – 11h20

Le projet TEN-T Lyon – Turin

Participants:

- **Commission Européenne, DG MOVE:** Olivier Onidi (jusqu'à 10h15), Herald Ruijters, Günther Ettl
- **MEPs:** Daniela Aiuto (M5S), Eleonora Evi (M5S), Marco Valli (M5S), Tiziana Beghin (M5S), Curzio Maltese (GUE)
- **Opposition au projet Lyon-Turin :** Cristina Patrito, Daniel Ibanez, Massimo Bongiovanni, Paolo Prieri

n. 7 Questions des MEPs et de l'opposition au projet Lyon-Turin « Consultation de la population »

M. Onidi, en tant que représentant de la **Commission**, le 15 Mars vous avez déclaré¹ en TRAN (25'55") :
« J'espère que les MEPs feront un examen critique des priorités que nous avons. »

La réunion d'aujourd'hui est un des actes de cette révision critique : « Arrêter le projet Lyon-Turin est souhaitable, possible et convenable pour l'Union Européenne, la France et l'Italie ».

M. Onidi, en tant que représentant de la **Commission**, le 15 mars vous avez également déclaré¹ (33'18) que
"les MEPs devraient avoir les mêmes informations sur le projet qu'ils sont en possession de la DG MOVE".

Nous rappelons, dans l'esprit de la transparence, la Résolution du Parlement Européen 2015/2128(INI) du 8 mars 2016² : "58. Le Parlement demande à la Commission de publier toute la documentation relative au projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin et à son financement".

n. 7 Domande dei MEPs e dell'opposizione al progetto Torino –Lione « Consultazione della popolazione »

Sig. Onidi, come rappresentante della **Commissione** Lei il 15 marzo in TRAN ha affermato³ (25'55") :
"auspico che i MEPs facciano una revisione critica delle priorità che abbiamo".

La riunione di oggi è uno degli atti di questa revisione critica: "Fermare il progetto è auspicabile, possibile e conveniente per l'Unione Europea, l'Italia e la Francia."

Sig. Onidi, come rappresentante della **Commissione** Lei il 15 marzo ha anche affermato³ (33'18) che "i MEPs devono avere le stesse informazioni sul progetto che sono in possesso di DG MOVE"⁴.

Desideriamo ricordare, nello spirito della trasparenza, la Risoluzione del Parlamento Europeo 2015/2128(INI) dell'8 marzo 2016⁵, che recita: "58. Il Parlamento chiede alla **Commissione** di rendere pubblici tutti i documenti attinenti al progetto di collegamento ferroviario ad alta velocità Torino-Lione e ai relativi finanziamenti".

¹ Le 15 mars 2016 <https://www.youtube.com/watch?v=OK428RHxvq8>

² <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+20160308+ITEMS+DOC+XML+V0//IT&language=FR>
Résolution du Parlement européen du 8 mars 2016 sur le rapport annuel 2014 sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne – Lutte contre la fraude (2015/2128(INI)) : Le Parlement Européen: 57. fait part de ses préoccupations concernant l'absence d'une transparence totale du financement des grands projets d'infrastructure; invite la Commission à envisager de présenter une proposition qui rende obligatoire la publication de tous les rapports financiers et des projets relatifs à des travaux publics de grande envergure, notamment la documentation relative aux sous-traitants; 58. demande à la Commission de publier toute la documentation relative au projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin et à son financement;

³ 15 marzo 2016 <https://www.youtube.com/watch?v=OK428RHxvq8>

⁴ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+20160308+ITEMS+DOC+XML+V0//IT&language=IT>

⁵ **Risoluzione del Parlamento europeo** 8 marzo 2016: Relazione annuale 2014 sulla tutela degli interessi finanziari dell'Unione europea – Lotta contro la frode (2015/2128(INI)): Il Parlamento europeo:

57. esprime preoccupazione per la mancanza di piena trasparenza riguardo al finanziamento dei grandi progetti infrastrutturali; invita la Commissione a valutare la presentazione di una proposta intesa a rendere obbligatoria la pubblicazione di tutti i resoconti finanziari e i progetti relativi alle grandi opere pubbliche, compresa la documentazione relativa ai subappaltatori;

58. chiede alla Commissione di rendere pubblici tutti i documenti attinenti al progetto di collegamento ferroviario ad alta velocità Torino-Lione e ai relativi finanziamenti;

n. 7 Questions « Consultation de la population »

- 1. M. Onidi**, en tant que représentant de la **Commission** vous avez déploré le 20 Avril 2016 en CONT le fait que le projet a été lancé sans vérifier l'acceptation par le public. La **Commission** est-elle informée et a-t-elle vérifié que les consultations de la population avait elles bien réalisées? La **Commission** est-elle au courant que la Convention d'Aarhus, signée par la Communauté européenne et ses États membres en 1998, est en vigueur depuis le 30 Octobre 2001 et a été approuvée au nom de la Communauté par la Décision 2005/370/CE du 17 Février 2005, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=URISERV%3A128056> prévoit que «4. Chaque Partie prend des dispositions pour que la participation du public commence au début de la procédure, c'est-à-dire lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence. » ? La **Commission** est-elle au courant que les travaux de forage du tunnel de base n'ont pas encore commencés étant les activités en cours des reconnaissances géologiques et que toutes les alternatives sont encore possibles?
- 2. La Commission** est-elle au courant que la Présidence du Conseil des Ministres italien a exclu⁶ (Décret du Président du Conseil des Ministres DPCM du 19 janvier 2010) de l'Observatoire pour la Lyon Turin la Communauté de montagne du Val de Suse et Val Sangone qui représentait 43 Communes et environ cent mille résidents et les Maires des Communes qui n'avait préalablement donné leur accord au projet? Le ainsi dit Accord de Prà Catinat⁷, souvent cité dans les Documents de la Commission, n'est pas un accord vu qu'il n'a pas été signé par les Maires du Val de Suse mais seulement par le Président de l'Observatoire technique M. Mario Virano ?
Documents relatifs
Interview de Monsieur Louis Besson :
Film en entier <https://vimeo.com/144990637>
Extrait http://lyonturin.eu/analyses/docs/3_etapes_parlement.mp4
Rapport du Conseil d'Etat :
Décision Lyon Turin <http://www.conseil-etat.fr/Decisions-Avis-Publications/Decisions/Selection-des-decisions-faisant-l-objet-d-une-communication-particuliere/CE-9-novembre-2015-societe-France-nature-environnement-et-autres-M.-G-et-autres-commune-de-Chimilin-et-autres>
Décision Limoges Poitiers <http://www.conseil-etat.fr/Decisions-Avis-Publications/Decisions/Selection-des-decisions-faisant-l-objet-d-une-communication-particuliere/CE-15-avril-2016-Federation-nationale-des-associations-des-usagers-des-transport>
Rapport de l'IGD faisant apparaître M. Tiberghien <http://www.fondation-igd.org/files/pdf/15%20IGD%20Rapport%20Moral.indd-2014.pdf>
- 3. M. Onidi**, en tant que représentant de la **Commission**, sur la base de quels critères objectifs et/ou subjectifs vous pouvez faire valoir que les citoyens soutiennent en masse le projet Lyon-Turin ? Nous avons appris que même Mme Violeta Bulc ne connaît pas la réalité en ayant répondu le 11 Avril 2016 - P-013769/2015 à Mme Eleonora Forenza, MEP : « La Commission n'était pas au courant de l'incident décrit (*le 3 Octobre 2015: réaction agressive de la police à proximité du site de construction de La Maddalena contre les citoyens et les députés européens avec des gens blessés, NDLR*) et en l'absence d'informations, la Commission n'est pas en mesure de commenter ».
- 4. M. Onidi**, en tant que représentant de la **Commission**, sur la base de quels motifs vous avez affirmé le 15 Mars 2016 en TRAN <https://youtu.be/7ob-bOFBuAc> (8'37") « qu'on est arrivés à un énorme soutien de la communauté locale ». Est-ce qu'on peut imaginer que vos affirmations

⁶ <https://docs.google.com/file/d/0Byh2Go4RN2BZdmFvaF9ERDB0UzZLby1LOFNqVIA3bHJKMjIV/edit> Turin-Lyon: Réunion au Palazzo Chigi, le 8 Janvier, 2010 ... le Gouvernement a déclaré ce qui suit: - en référence à la nouvelle ligne Lyon-Turin la nouvelle Communauté de montagne n'a pas un profil de sensibilité politique et institutionnel approprié pour représenter le pluralisme des communautés locales présentes dans le territoire; par conséquent, le Gouvernement estime qu'il doit redéfinir la représentation locale à l'Observatoire de l'ensemble des territoires touchés par la nouvelle ligne Lyon-Turin, à partir de la frontière italo-française jusqu'à la connexion avec la ligne à Grande Vitesse-Grande Capacité Turin-Milan, à travers un Décret du Président du Conseil des Ministres spécial avec le but de mettre à jour celui de la fondation de l'Observatoire du 10 Mars 2006, en prenant comme base ... les Communes qui déclarent explicitement leur volonté d'adhérer à la meilleure réalisation des travaux dans le cadre de la meilleure protection et valorisation du territoire et en conformité avec le calendrier européen.

⁷ <http://www.saradura.it/INTERVISTE/8-Sandro%20Plano.pdf>

dérivent de la lecture des rapports du Coordonnateur Laurens Jan Brinkhorst transmis à la Commission Européenne qui ne contiennent sur ce thème que des *idée reçues* fournies à M. Brinkhorst par les promoteurs du projet Lyon-Turin et par les médias?

5. **La Commission** peut nous communiquer à quel titre **M. Laurens Jan Brinkhorst**, qui a affirmé être le représentant de la Commission Européenne⁸, a-t-il témoigné au Procureur de la République de Turin le 22 juillet 2014 à 14h40?
6. **M. Onidi**, en tant que représentant de la **Commission**, veuillez svp nous donner la liste des maillons manquants et des goulets d'étranglement sur l'itinéraire alpin du projet justifiant la mise en œuvre du projet Lyon-Turin dans le cadre du Règlement CEF, vue qu'il y a une ligne modernisée depuis des années⁹.
7. **M. Onidi**, en tant que représentant de la **Commission**, veuillez svp nous fournir les plans qui ont permis à la Commission d'approuver le projet Lyon-Turin et de continuer à fournir des fonds en dépit des critiques articulées des MEPs et des citoyens.

n. 7 Domande « Consultazione della popolazione »

1. **Sig. Onidi**, come rappresentante della **Commissione**, il 20 aprile 2016 in CONT ha lamentato il fatto che il progetto Torino-Lione è stato avviato senza verificare l'accettazione dell'opinione pubblica. La **Commissione** è al corrente e ha verificato che le consultazioni con la popolazione sono state realizzate? La **Commissione** è al corrente che la Convenzione di Aarhus, firmata dalla Comunità europea e dai suoi Stati membri nel 1998, è in vigore dal 30 ottobre 2001 ed è stata approvata a nome della Comunità con Decisione [2005/370/CE](#) del Consiglio del 17 febbraio 2005 <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=URISERV%3A128056> + <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=URISERV%3A128140> prevede che “4. *Ciascuna Parte provvede affinché la partecipazione del pubblico avvenga in una fase iniziale, quando tutte le alternative sono ancora praticabili e tale partecipazione può avere un'influenza effettiva*”. La **Commissione** è al corrente che i lavori di scavo della galleria di base non sono ancora iniziati dato che le attività in corso sono solo studi geognostici e quindi tutte le alternative sono ancora praticabili?
2. La **Commissione** è a conoscenza del fatto che la Presidenza del Consiglio dei Ministri italiano ha escluso¹⁰ (Decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri DPCM del 19 gennaio 2010) dell'Osservatorio per la Torino-Lione la Comunità Montana della Val Susa e Val Sangone che, rappresentava 43 Comuni e circa un centomila residenti, e i Sindaci dei Comuni che in precedenza avevano dato la loro approvazione al progetto? La **Commissione** è al corrente del

⁸ Dans les Rapports du Coordonnateur il est écrit: « Ce rapport exprime l'opinion du coordonnateur européen et ne préjuge pas de la position officielle de la Commission européenne ».

⁹ **Règlement CEF (UE) No 1316/2013 Article 3 - Objectifs généraux** - Le MIE permet de préparer et de mettre en œuvre des projets d'intérêt commun dans le cadre de la politique en matière de réseaux transeuropéens dans les secteurs des transports .. il accorde la priorité aux chaînons manquants. **Article 4 - Objectifs sectoriels spécifiques a) supprimer les goulets d'étranglement**, renforcer l'interopérabilité ferroviaire, **établir les liaisons manquantes** et, en particulier, améliorer les tronçons transfrontaliers.

¹⁰ <https://docs.google.com/file/d/0Byh2Go4RN2BZdmFvaF9ERDB0UzZLby1LOFNqVIA3bHJKMjV/edit> **Torino-Lione: riunione a Palazzo Chigi**, 8 Gennaio 2010 ... **il Governo precisa quanto segue**: - constata che la nuova Comunità Montana, con riferimento alla nuova linea Torino-Lione non si connota con un profilo di sensibilità politico-istituzionale idoneo a rappresentare il pluralismo delle Comunità locali presenti sul territorio; pertanto il Governo ritiene di dover ridefinire le rappresentanze locali in seno all'Osservatorio dell'insieme dei territori interessati dalla nuova linea Torino-Lione, dal confine italo-francese alla connessione con la linea AV-AC Torino-Milano, attraverso un apposito DPCM di aggiornamento di quello istitutivo del 10 marzo 2006, assumendo come base ... i Comuni che dichiarano esplicitamente la volontà di partecipare alla miglior realizzazione dell'opera nel quadro della miglior tutela e valorizzazione del territorio e nel rispetto del calendario europeo.

fatto che il cosiddetto Accordo di Prà Catinat¹¹, spesso citato nei documenti della **Commissione**, non è un accordo dato che non è stato firmato dai sindaci della Valle di Susa, ma solo dal Presidente dell'Osservatorio tecnico Mario Virano?

Documents relatifs

Intervista del sig. Louis Besson:

Film intero <https://vimeo.com/144990637>

Estratto http://lyonturin.eu/analyses/docs/3_etapes_parlement.mp4

Rapporto del Consiglio di Stato:

Decisione Torino - Lione <http://www.conseil-etat.fr/Decisions-Avis-Publications/Decisions/Selection-des-decisions-faisant-l-objet-d-une-communication-particuliere/CE-9-novembre-2015-societe-France-nature-environnement-et-autres-M.-G-et-autres-commune-de-Chimilin-et-autres>

Decisione Limoges - Poitiers <http://www.conseil-etat.fr/Decisions-Avis-Publications/Decisions/Selection-des-decisions-faisant-l-objet-d-une-communication-particuliere/CE-15-avril-2016-Federation-nationale-des-associations-des-usagers-des-transport>

Rapporto dell'IGD nel quale appare il sig. Tiberghien <http://www.fondation-igd.org/files/pdf/15%20IGD%20Rapport%20Moral.indd-2014.pdf>

3. **Sig. Onidi**, come rappresentante della **Commissione**, sulla base di quali elementi oggettivi e/o soggetti lei può affermare che i cittadini sostengono in massa la realizzazione del progetto, quando la stessa Violeta Bulc l'11 aprile 2016 – [P-013769/2015](#) risponde alla MEP Eleonora Foreza “La **Commissione** non era a conoscenza dell'incidente descritto (3 ottobre 2015: reazione aggressiva delle forze dell'ordine nei pressi del cantiere de La Maddalena nei confronti di cittadini e MEPs con contusi e feriti, N.d.R.) e in assenza di informazioni, la **Commissione** non è in condizione di formulare commenti”.
4. **Sig. Onidi**, come rappresentante della **Commissione**, sulla base di quali elementi lei ha affermato il 15 marzo 2016 in TRAN <https://youtu.be/7ob-bOFBuAc> (8'37") che “si è arrivati ad un massiccio sostegno da parte delle comunità locali”. E' possibile che sue affermazioni derivino dalla lettura dei Rapporti del Coordinatore Laurens Jan Brinkhorst trasmessi alla **Commissione** che su questo tema contengono solo la ripetizione dei luoghi comuni forniti al signor Brinkhorst dai promotori del progetto Torino-Lione e dai media?
5. La **Commissione** può comunicare a quale titolo il signor **Laurens Jan Brinkhorst**, che si è presentato come “Rappresentante della **Commissione** Europea”¹², ha testimoniato presso la Procura della Repubblica di Torino il 22 luglio 2014 alle ore 14.40?
6. **Sig. Onidi**, come rappresentante della **Commissione**, la preghiamo di fornirci l'elenco dei collegamenti mancanti e delle strozzature lungo il percorso alpino del progetto che giustificano l'attuazione del progetto Torino-Lione ai sensi del regolamento CEF, considerato che da anni esiste una linea modernizzata.¹³
7. **Sig. Onidi**, come rappresentante della **Commissione**, la preghiamo di fornirci i piani che hanno permesso alla **Commissione** di approvare il progetto Torino-Lione e di continuare a erogare finanziamenti nonostante le critiche articolate dei MEPs e dei cittadini.

¹¹ <http://www.saradura.it/INTERVISTE/8-Sandro%20Plano.pdf>

¹² Nei Rapporti del Coordinatore è scritto: « Questo rapporto esprime l'opinione del coordinatore europeo e non pregiudica la posizione ufficiale della Commissione europea ».

¹³ **Regolamento CEF (UE) N. 1316/2013 Articolo 3 - Obiettivi generali** - L'MCE rende possibili la preparazione e la realizzazione di progetti di interesse comune nel quadro della politica in materia di reti transeuropee nei settori dei trasporti ... dà priorità ai **collegamenti mancanti** nel settore dei trasporti. - **Articolo 4 - Obiettivi settoriali specifici** a) **eliminare le strozzature**, accrescere l'interoperabilità ferroviaria, **realizzare i collegamenti mancanti** e, in particolare, migliorare le tratte transfrontaliere.